

Grande-Bretagne/Attaque au couteau à Londres

La police écarte a priori la piste terroriste

AFP
Londres/Grande-Bretagne

L'agression, perpétrée mercredi par un Norvégien de 19 ans d'origine somalienne, avait fait un mort, une Américaine.

LA piste terroriste semblait écartée hier par la police, au lendemain du meurtre d'une Américaine lors d'une attaque au couteau en plein centre de Londres, dans un contexte de craintes d'attentats en Europe. "Jusqu'ici, nous n'avons pas trouvé de preuve de radicalisation suggérant que l'homme en garde à vue a agi pour un motif terroriste", a déclaré le chef adjoint de la police Mark Rowley. Le jeune homme de 19 ans, un Norvégien d'origine somalienne arrêté peu après l'attaque perpétrée à Russell Square et qui a également fait cinq blessés, a agi de manière "spontanée" et "au hasard", a-t-il ajouté. "Tout le travail que nous avons réalisé jusqu'ici montre que ce tragique incident a été déclenché par des troubles mentaux", a souligné le responsable.

Ce constat ressort de l'audition du suspect et de sa famille ainsi que de perquisitions, a-t-il ajouté. Dans la nuit, l'éventuel caractère terroriste de l'attaque avait été évoqué, alors que plusieurs attentats ont endeuillé la France et l'Allemagne depuis trois semaines. "Cette attaque va instiller de l'inquiétude", a reconnu M. Rowley, soulignant qu'à titre de précaution les patrouilles policières dans les rues londoniennes ont été accrues hier.

"CORPS SOUS UN DRAP" D'abord conduit à l'hôpital, le suspect, neutralisé à l'aide d'un taser, un pistolet à impulsion électrique, aux alentours de 22H40 (même heure au Gabon), a été placé en garde à vue dans le sud de Londres hier matin. Outre la femme sexagénaire de nationalité américaine qui a été tuée, l'agresseur a blessé trois hommes et deux femmes. Deux des blessés restaient hospitalisés hier matin, mais la nature et gravité de leurs blessures n'ont pas été précisées. Les blessés "sont de nationalité australienne, américaine, israélienne et britannique", a précisé M. Rowley.



Photo : AFP

La scène de l'attaque mortelle au couteau de mercredi soir nettoyée, sous surveillance policière.

"Nouvelle bouleversante qu'une citoyenne américaine a été tuée dans l'attaque de #RussellSquare", a réagi sur Twitter l'ambassadeur des Etats-Unis au Royaume-Uni, Matthew Barzun. Une porte-parole de la police norvégienne a déclaré à l'AFP que l'auteur présumé de l'attaque était enregistré "comme ayant quitté la Norvège depuis 2002". "J'étais en train d'acheter une bière quand j'ai entendu une femme crier qui courait après un homme. Je pensais que c'était un vol de sac à main", a raconté dans la nuit Xavery Richert, un touriste français de 22 ans. "Je suis ressorti fumer une cigarette (...) il y avait les

pompiers, la police et ensuite j'ai vu le corps sous un drap, on ne voyait que les pieds qui dépassaient". Constantine Somerville, un riverain sorti de chez lui après l'arrivée des secours, a expliqué que "c'est une zone sûre et d'ordinaire très calme, surtout le soir". Le chef de Scotland Yard, Bernard Hogan-Howe, avait mis en garde dimanche contre le fait que le Royaume-Uni n'était pas immunisé contre les attentats. « Je sais que vous aimeriez que je vous rassure. Mais je crains de ne pouvoir le faire entièrement », avait-il dit. « Notre niveau de menace est à "grave" depuis deux ans. Il va le rester. Cela signifie qu'une attaque est fortement probable. On

peut dire qu'il s'agit de savoir quand, pas si elle aura lieu », avait-il ajouté.

APPEL AU CALME DU MAIRE La police londonienne avait annoncé mercredi, avant l'attaque au couteau, le déploiement de 600 policiers armés supplémentaires à Londres. En décembre, à la suite des attentats de Paris et Saint-Denis du mois précédent, ces renforts avaient été décidés, portant le chiffre de policiers armés à 2 800 dans la capitale britannique. Certains d'entre eux ont d'ailleurs commencé à être déployés mercredi. Hier, le maire de Londres Sadiq Khan a appelé "les Londoniens à rester calmes et vigilants", leur demandant de signaler "tout acte suspect à la police". L'attaque mortelle à l'arme blanche contre un soldat de 25 ans, Lee Rigby, le 22 mai 2013 dans le sud-est de Londres, est la dernière attaque terroriste meurtrière au Royaume-Uni. Le 7 juillet 2005, quatre attentats suicides coordonnés à l'heure de pointe dans trois rames de métro et un bus londoniens avaient fait 56 morts et 700 blessés. Un groupe se réclamant d'Al-Qaïda avait revendiqué ces attaques.

RDCongo/Diplomatie

L'UE appelle Kinshasa à libérer des prisonniers politiques

AFP
Kinshasa/RDCongo

L'ENVOYE de l'Union européenne (UE) pour la région des Grands Lacs a appelé hier à Kinshasa le gouvernement de la République démocratique du Congo à libérer des détenus politiques pour faciliter un dialogue avec l'opposition en vue de la tenue de l'élection présidentielle. "Nous encourageons le gouvernement à aller plus loin dans la libération des déte-

nus politiques et prisonniers, parce que c'est un élément important des mesures d'apaisement qui peuvent contribuer à créer des conditions propices pour ce dialogue", a déclaré à la presse Koen Vervaeke, envoyé de l'UE pour les Grands Lacs. M. Vervaeke s'exprimait en marge d'une réunion du Groupe international de soutien de la facilitation et au dialogue politique en RDC, composé des représentants de l'Onu, de l'UE, de la Francophonie, de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et de la Com-

munauté de développement d'Afrique australe (SADC). "Notre présence physique témoigne de l'urgence de pouvoir lancer ce dialogue", a dit M. Vervaeke. Ce dialogue convoqué fin novembre 2015 par le président congolais Joseph Kabila "doit être équitable, inclusif" et se tenir dans "le respect de la Constitution congolaise", a ajouté le diplomate européen. L'opposition avait d'abord boudé ce dialogue, le considérant comme un "piège" du pouvoir, avant de donner son accord moyennant des préalables, notamment

la libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion. L'opposition craint depuis des mois que M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, ne reporte la présidentielle censée se tenir avant la fin de l'année mais devenue improbable. Son mandat s'achève le 20 décembre et la Constitution lui interdit de se représenter mais la Cour constitutionnelle l'a autorisé en mai à rester en fonction jusqu'à l'élection de son successeur. Six militants du mouvement des jeunes indignés opposés à toute prolongation du mandat de M. Ka-

bila, condamnés pour "tentative d'incitation à la révolte", ont bénéficié le 22 juillet d'une grâce présidentielle, après avoir passé quatre mois en prison. **Des fonctionnaires arrêtés pour une affaire liée à l'opposant Katumbi.** Huit fonctionnaires soupçonnés d'être impliqués dans la disparition d'un dossier lié à la condamnation de l'opposant Moïse Katumbi ont été arrêtés à Lubumbashi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source judiciaire.

Turquie/Trois semaines après la tentative de coup d'Etat

Ankara émet un mandat d'arrêt contre Fethullah Gülen

AFP
Istanbul/Turquie

UN tribunal d'Istanbul a émis hier un mandat d'arrêt à l'encontre du prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'être le cerveau du coup d'Etat manqué, a annoncé l'agence progouvernementale Anadolu. Le mandat d'arrêt accuse

l'ex-imam, exilé depuis 1999 en Pennsylvanie, "d'avoir ordonné la tentative de coup d'Etat du 15 juillet", qui a fait vaciller le pouvoir pendant quelques heures et tué 272 personnes. Cette démarche ouvre la voie à une demande formelle d'extradition de la bête noire du président Recep Tayyip Erdogan auprès de Washington. Ce dossier promet d'empoisonner durablement les relations turco-améri-

caines. Les Etats-Unis ont demandé des preuves à Ankara de l'implication de l'ex-imam septuagénaire qui vit reclus en Pennsylvanie. Les plus hauts responsables de Turquie ont déjà réclamé de nombreuses fois aux Etats-Unis l'extradition du "terroriste" Gülen. Ceux-ci ont demandé à Ankara de fournir des preuves de l'implication de M. Gülen dans la tentative de renversement du pouvoir.

La Turquie a indiqué avoir déjà fourni à deux reprises des "dossiers" sur le rôle de M. Gülen dans le coup d'Etat manqué. Le septuagénaire, autrefois un très proche allié du président Erdogan, a formellement démenti toute implication. Ankara avait déjà émis un mandat d'arrêt contre Fethullah Gülen en décembre 2014 notamment pour avoir "monté et dirigé une organisation terroriste armée" alors que les relations du président Erdogan

avec son ancien allié s'étaient dégradées en raison d'un scandale de corruption impliquant des proches de M. Erdogan et des ministres et derrière lequel Ankara avait vu la main de Gülen. Le neveu de Gülen, Muhammet Sait Gülen, a été placé hier en détention à Ankara, a annoncé la télévision CNN Turk. Il avait été mis en garde à vue le 23 juillet dans la ville de Erzurum (est).

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Municipales.** Recul en vue pour l'ANC

Les résultats partiels des élections municipales sud-africaines montraient hier un recul du parti au pouvoir de l'ANC, tant au niveau national que dans plusieurs grandes métropoles où la principale formation d'opposition pourrait gouverner grâce au jeu des coalitions.

• **Nigeria/jihadistes.** revoilà Abubakar Shekau ! L'insaisissable leader de Boko Haram Abubakar Shekau a refait surface hier pour affirmer qu'il était "toujours présent", au lendemain de l'annonce de son remplacement par l'organisation Etat islamique, révélant d'importantes divisions au sein du groupe jihadiste nigérian affilié à l'EI depuis 2015.

• **Tunisie/Gouvernement.** Les consultations ont commencé

Le chef du gouvernement désigné en Tunisie, Youssef Chahed, a entamé des consultations sur le futur cabinet d'union, qu'il doit former dans les 30 jours. Si M. Chahed et son équipe obtiennent la confiance du Parlement, il deviendra le plus jeune chef de gouvernement depuis l'indépendance de la Tunisie en 1956.

A travers le monde

• **Brésil/Politique.** Une commission du Sénat favorable à la destitution de Rousseff

Une commission spéciale du Sénat brésilien a voté hier à Brasilia, par 14 voix contre 5, en faveur de la destitution de la présidente de gauche suspendue Dilma Rousseff, à la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro.

• **France/Prison.** Otage d'un détenu pendant plusieurs heures



Un gardien a été pris en otage plusieurs heures hier dans la prison du Mans (nord-ouest) avant d'être relâché par le détenu qui le retenait à l'issue d'une négociation avec les forces de l'ordre.

• **Israël/Politique.** L'ex-président Moshé Katsav reste en prison

Un comité de probation israélien a de nouveau refusé jeudi une libération anticipée à l'ancien président Moshé Katsav, emprisonné en décembre 2011 après sa condamnation à sept ans ferme pour viols, a indiqué la justice.

Photo : AFP